

A quoi ressemblaient les premiers congés payés, en 1936, pour les ouvriers bretons ? (<https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/quoi-ressemblaient-premiers-conges-payes-1936-pour-ouvriers-bretons>)

L'histoire des congés payés remonte évidemment au Front populaire (<https://www2.assemblee-nationale.fr/14/evenements/2016/80e-anniversaire-de-la-victoire-du-front-populaire-3-mai-2016/les-premiers-conges-payes>) et, en la matière, la Bretagne connaît un mouvement social sans précédent, sans commune mesure non plus avec ce qui se passe à l'échelle nationale, au regard de l'inclinaison conservatrice de la région. En outre, la conflictualité sociale donne à voir une chronologie décalée, dans les Côtes-du-Nord comme dans les autres départements bretons (<https://www.calameo.com/books/005884290fbc21db45cab>).

En effet, les premières grèves en Bretagne interviennent après les accords Matignon (<https://ehne.fr/fr/eduscol/terminale-g%C3%A9n%C3%A9rale/fragilit%C3%A9-des-d%C3%A9mocraties-totalitarismes-et-seconde-guerre-mondiale-1929-1945/!E2%80%99impact-de-la-crise-de-1929-d%C3%A9s%C3%A9quilibres-%C3%A9conomiques-et-sociaux/juin-1936-les-accords-de-matignon>), signés le 7 juin 1936, sous l'égide du gouvernement Blum, par les représentants syndicaux et patronaux. Le texte prévoit une augmentation des salaires, une première institutionnalisation des délégués syndicaux dans les entreprises, une réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures et 2 semaines de congés payés, une mesure devenue emblématique dans la mémoire collective, au-delà du seul peuple de gauche.

Obtenus sous la pression des grèves avec occupation d'usines, au plan national, les congés payés déclenchent, en Bretagne, une nouvelle vague de grèves visant à obtenir et à faire appliquer ces nouveaux droits. C'est ce qui se passe dans la métallurgie briochine (trois semaines de conflits aux Forges et Laminoirs de Saint-Brieuc). Des accords, sans grève, sont signés chez Chaffoteaux, dans la ville préfecture (Saint-Brieuc), ouvrant une tradition des loisirs prégnante notamment en matière sportive dans l'entreprise.

En juillet 1936, le secteur du bâtiment se met en mouvement à son tour, la revendication faisant tache d'huile pour l'ensemble du département. En août 1936, les îlots ouvriers des carrières de l'Île Grande et de Ploumanac'h s'engagent dans des grèves, avec son cortège de symboles : poings levés et drapeaux rouges, les ouvriers des carrières de granit rose défilent sur la plage de Trestraou, à Perros-Guirec, le 15 août 1936.



Portrait de groupe des grévistes du bâtiment syndiqués à la CGT lors des conflits trégorrois du Front populaire, fin juin 1936. Archive familiale, M. Pasquiou, Fourni par l'auteur

Une façon de s'approprier l'espace côtier, investi jusqu'ici par l'entre-soi des élites aristocrates et bourgeoises, parfois venues de loin, disposant du luxe d'avoir du temps libre et le consommant de façon ostentatoire en s'adonnant aux plaisirs de la plage et du bord de mer depuis l'invention du tourisme à la fin du XIX^e siècle (https://artsandculture.google.com/story/bAXxfKR2_RtUlg?hl=fr). Si l'ensemble des Côtes-du-Nord est finalement touché par un puissant mouvement social à la fin de l'été 1936, il faut signaler une 3^e vague de grèves, singulière, plus tardive aussi, celle des tailleurs de lin, en octobre 1936, dans un tout autre contexte social et politique : après l'euphorie de l'été, le Front populaire est en difficulté au plan national.

Un temps libéré, mais peu de déplacements

Comme le montre l'étude des archives départementales des Côtes-d'Armor – archives de la Commission départementale des loisirs (1936-1939) et diverses enquêtes sur les loisirs et le tourisme populaire – les congés payés n'ont pas fait irruption en 1936 comme une évidence. Le mythe des premières vacances en 1936 ne résiste pas à l'analyse des documents, pour le cas des Côtes-du-Nord. Certes, l'obligation d'accorder 2 semaines de congés payés fait l'objet de négociations, pied à pied, et certains patrons refusent tout simplement. Pour 1936, la réalité est surtout, comme toujours en histoire, plus complexe qu'il n'y paraît (<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-fabrique-de-l-histoire/du-front-populaire-au-retour-de-de-gaulle-l-histoire-de-france-au-prisme-de-la-bretagne-2005158>).

Partir en vacances, en train, en tandem, c'est une réalité vécue, mais qui vaut plutôt pour la région parisienne et les grandes villes françaises. Dans les Côtes-du-Nord, les billets de train Léo Lagrange (https://fr.wikipedia.org/wiki/Billet_populaire_de_cong%C3%A9s_annuel) ont peu existé. Les « vacances » recouvrent d'autres pratiques, bien loin de l'imaginaire collectif de la grande embellie, du récit *a posteriori* aussi, qui s'est imposé, écrasant au passage une autre réalité : profiter d'un temps libéré des contraintes du travail usinier. C'est cette situation, radicalement nouvelle, que vivent les travailleurs costarmoricains. Difficile, dans les dépouillements d'archives, de savoir exactement si le changement affecte, un tant soit peu, les milieux paysans.

Mais revenons aux milieux populaires ouvriers des Côtes-du-Nord, qui n'ont pas les moyens de réellement partir en vacances, loin de chez eux, faute de salaires trop bas et du coût des hébergements conjugués aux difficultés matérielles de transport – ce qui n'est pas sans faire écho aux enjeux contemporains de ce sujet...

Pour autant, ils profitent pleinement de ce temps de non-travail avec un champ des possibles très divers : à domicile (petits déplacements à la mer et à la campagne, enclenchant un processus de découverte, autrement, de ces espaces si proches mais rarement investis en temps normal) ; dans les familles (moments festifs, parfois en réaffirmant des liens de solidarité avec le monde rural, par une aide aux travaux agricoles durant les moissons, qui rythment le temps communautaire bien avant l'invention de la saison de l'été) ; par la pratique de loisirs populaires, récréatifs, parasportifs ou productifs (pêche, jardinage, bricolage voire repas calqué sur le pique-nique jusqu'ici l'apanage des classes aisées). Différentes des premières vacances « nationales », cet été du Front populaire entre dans l'histoire, localement, par l'intensité de ce temps libéré, de cet autre rapport au temps (pour soi, choisi), vécu et gardé en mémoire par ces milieux populaires.

Encadrer les loisirs

Dans le sillage d’une dynamique nationale, les forces organisées du mouvement ouvrier se posent la question d’une réflexion et d’un encadrement des loisirs dès l’été 1936. À la CGT, une commission loisirs, mise en place fin 1936, s’empare du sujet pour le penser et être force de proposition concrète dans plusieurs domaines (sport, bibliothèque, musique). Se délasser, se divertir, se développer, autant de demandes déjà au cœur du projet politique porté 30 ans auparavant par la Bourse du Travail de Saint-Brieuc (<https://journals.openedition.org/chrhc/2377?gathStatIcon=true&lang=en>), jusqu’à la crise municipale de 1908. Plus original, le développement de colonies de vacances, à destination des milieux populaires, s’intensifie.

Il y a bien sûr, d’émanation laïque, le cas extraordinaire par son ampleur et sa portée, de *Nos P’tits Gâs*, à Bréhec, une aventure collective initiée par Georges Voisin et les instituteurs socialistes du club de football d’En Avant de Guingamp, appuyés par l’éphémère sous-secrétaire d’État à l’éducation physique du 30 janvier au 6 février 1934, André Lorgeré, député-maire radical de Guingamp, converti à l’idée du sport pour tous (<https://www.septentrion.com/fr/book/?gcoi=27574100592610>). Avec des jeunes filles aussi, d’ailleurs. Côté chrétien, symétriquement, le patronage du Stade Charles-de-Blois sur pied sa propre colonie, à Landrellec, toujours en bord de mer. Des réalités comparables sont repérées à Loudéac par exemple. Embryonnaire, le mouvement des auberges de jeunesse, en revanche, reste cantonné aux pôles urbains (Saint-Brieuc, Dinan), sous l’impulsion d’un noyau militant composé d’enseignants syndicalistes.

En parallèle, la politique pensée et voulue par Léo Lagrange, volontariste mais sans réels moyens financiers, se décline par département, à partir de l’automne 1936 puis surtout courant 1937, ne serait-ce que par la création de nouvelles instances. Dans les Côtes-du-Nord, un Comité départemental des loisirs, réunissant toutes les forces qui gravitent autour des loisirs, siège à plusieurs reprises. Au-delà des documents produits, recensant les équipements sportifs et les outils à destination des loisirs, le bilan des réunions reste modeste. D’indépassables divergences d’intérêts opposent les différents acteurs réunis dans cette structure, pionnière et appelée à jouer un rôle plus important, sous le régime de Vichy puis à la Libération.

Un été historique ?

Pour toutes ces raisons, les vacances de l’été 1937 diffèrent, dans les Côtes-du-Nord, du modèle national. Plusieurs enquêtes touristiques rappellent les réticences, voire la peur des hôteliers à l’idée d’accueillir des « cong’ pay’ » dans un secteur en cours de structuration, tourné vers la mer, ce qui s’avère un tournant historique pour l’économie de la Bretagne.

D’autres paramètres entravent les choses. À Chaffoteaux à Saint-Brieuc, dans les usines Tanvez à Guingamp, des conflits sociaux très durs se heurtent à la contre-offensive d’un patronat revanchard, désireux de revenir sur les accords Matignon pour les réviser et les renégocier (<https://www.facebook.com/photo/?fbid=122146257825086885&set=pcb.2110562106523233>). Les tensions propres à la coalition des gauches et la chute du gouvernement de Front populaire invitent à resituer cet été 1937 dans un tout autre contexte que celui des luttes et des rêves de l’été 1936.

L’accueil des réfugiés espagnols, notamment les Basques à Saint-Brieuc,imprime une autre direction à cette séquence chronologique, et ce jusqu’à la *Retirada* (<https://www.histoire-immigration.fr/caracteristiques-migratoires-selon-les-pays-d-origine/la-retirada-ou-l-exil-republicain-espagnol-d-apres-guerre>), l’exode des réfugiés espagnols à partir de février 1939. Avec la fin du Front populaire en 1938 et le choc de la guerre en 1939, on peut considérer que la norme française des vacances d’été s’applique peu dans les Côtes-du-Nord pour la période 1936-1939. En vérité, il faut attendre l’été 1945 pour que la pratique s’impose pour elle-même, ce dont témoignent les contributions Tourisme et Travail dans les cahiers de doléances (<https://www.ouest-france.fr/culture/histoire/ces-doleances-de-1945-passees-a-la-loupe-4983492a-2f44-11f0-bcfe-3a5efa388100>) des États généraux de la Résistance...

Cet article a été coécrit avec Alain Prigent, historien spécialiste des Côtes-du-Nord.

Cet article est republié à partir de The Conversation (<https://theconversation.com>) sous licence Creative Commons. Lire l’article original (<https://theconversation.com/a-quoi-ressemblaient-les-premiers-conges-payes-en-1936-pour-les-ouvriers-bretons-285127>).